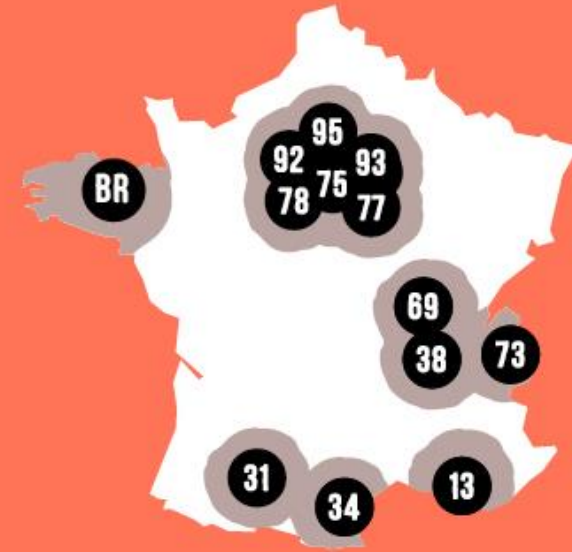


# Rapport d'activité 2023 de l'Amicale du Nid



07/02/2023

Amicale du Nid présente au **Comité ministériel de suivi de la loi du 13 avril 2016** présidé par la Ministre à l'Égalité femmes-hommes, Isabelle ROME avec la présence des représentant.es de l'Etat des différents ministères et des associations. Notamment diffusion de données relatives à l'application de la loi.

13/04/2023

Annonce par la Ministre à l'Égalité Femmes-Hommes, Isabelle ROME d'une stratégie prostitution.

Concertation : lancement des travaux le 31/05 + 9 ateliers + synthèse des travaux le 11/07.  
Participation active de l'AdN à tous les travaux.

07/04/2023

Rencontre avec **Roxana MARACINEAU, nouvelle Secrétaire Générale de la MIPROF** : annonce de l'évaluation du 2<sup>e</sup> plan contre la traite des êtres humains (TES) (2019-2021), suite à l'avis du CNCDH du 12/01, avec participation AdN. Et lancement des travaux relatifs au **3<sup>e</sup> plan de lutte contre la TEH** (à des fins d'exploitation sexuel, à commettre des délits, travail forcé...). Pour mémoire, 70% de la TEH en France est d la TEHES.

13/04/2023

Tribune inter-associative dans Le Monde « Il n'y a pas de liberté ni de consentement réel dès lors que l'acte sexuel est imposé par l'argent »

15/05/2023

Lancement par Isabelle ROME d'une série d'ateliers de concertation entre pouvoirs publics et associations pour l'élaboration d'une première stratégie nationale de lutte contre le système prostitutionnel : 8 ateliers de travail entre le 08 juin et le 04 juillet, avec restitution d'une synthèse le 06 juillet. Des travaux rondement menés par Marine CHOLLET, Conseillère de la Ministre.

30/05/2023

Rendez-vous à notre demande avec Christine JACOB SCHUMACHER, Sous-Directrice de la Santé des Populations et Prévention des maladies chroniques à la Direction Générale de la Santé, pour lui présenter l'Association et souligner la protection des personnes en situation de prostitution par la loi de 2016. (cf. Etude santé/prostitution (IRDES, en lein avec Médecins du Monde)

10/07/2023

Rencontre AdN avec le cabinet de la Première ministre Elisabeth BORNE : assurance que la stratégie prostitution intégrera les mineur.es et ne fera pas l'objet d'un plan à part (comme le plan mineur.es d'Adrien TAQUET en 2021). Est bien pris en compte le continuum mineur.es-majeur.es des victimes dans le système prostitutionnel.

21/07/2023

Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) : le conseil constitutionnel confirme la constitutionnalité des dispositions du code pénal punissant de 20 ans de réclusion criminelle des actes de actes de pénétration sexuelle sur mineur.es de moins de 15 ans lorsque la différence d'âge entre eux est au moins de 5 ans (confirmation de cette disposition de la loi du 21/04/21)

13/09/2023

Audition AdN par la commission des finances de l'Assemblée Nationale - programme égalité des chances – les PSP auprès de la députée rapporteuse Perrine GOULET

14/09/2023

Adoption par le Parlement européen du rapport d'initiative de promotion du modèle abolitionniste su système prostitutionnel (234 voix contre, 175 contre, 122 abstentions) : qu'il soit entendu par les juges de la CEDH.

21/09/2023

La CIIVISE - Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles faites aux Enfants remet son dossier d'analyse des témoignages « vous n'êtes plus seul.es, on vous croit »

20/11/2023

Présentation de son rapport final

27-29/09/2023

Premières rencontres pour l'accompagnement des victimes du système prostitutionnel – Caraïbes / Guyane – en Martinique, organisées par la Croix Rouge – interventions de 3 professionnelles AdN

27/09/2023

Remise du rapport du HCEfh du rapport « pornocriminalité, mettons fin à l'impunité de l'industrie pornographique »

12/10/2023

Participation à l'action « Braderie du Social » pilotée par la FAS pour la reconnaissance des métiers du social.

Les équipes – cadres, travailleur.euse.s sociaux.ales, bénévoles – sont fortement engagées, mais certain.es professionnel·les sont elles.eux-mêmes confrontés à une grande précarité.

12/10/2023

Réunion avec Bérangère COUILLARD, Ministre Déléguée Égalité FH, Roxana MARACINEANU, SG MIPROF, Sophie VAN PUYVELDE, Conseillère VFF et TEH de la Ministre. Elles rappellent :

Engagement abolitionniste français

Publication prochaine du 3e plan contre la TEH (le dernier plan 2019-2021) à la fin de l'année

Publication prochainement de la stratégie prostitution incluant continuum mineur.es-majeur.es (et non un plan « mineur.es » à part)

18/10/2023

Présentation de la 7ème édition de l'enquête annuelle sur les victimes de TEH humains accompagnées par les associations en France et l'étude sur les données administratives relatives à la traite et à l'exploitation des êtres humains en 2022 (dont l'Amicale du Nid est parmi les principaux contributeurs).

27/10/2023

Contribution aux travaux relatifs à l'éducation à la sexualité dans les programmes (EVARS).  
Suite au temps d'échange inter-associatif avec les Directions de cabinet de la Ministre Déléguée auprès de la Première Ministre, chargée de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes et de la Lutte contre les discriminations et du Ministre de l'Education Nationale et de la Jeunesse

08/11/2023

Bérangère COUILLARD, Ministre Déléguée auprès de la Première Ministre chargée de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes et de la Lutte contre les discriminations  
Temps d'échanges relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes dans l'industrie de la pornographie

09/11/2023

RV AdN et MdN avec cabinet de la Secrétaire d'Etat à l'Enfance Charlotte CAUBEL - Pauline BERNE, Conseillère pilotage national des politiques de l'Enfance : échange dans le cadre des travaux sur les suites à donner au premier plan de lutte contre la prostitution des mineur.es.

11/12/2023

Présentation du 3e plan national de lutte contre l'exploitation et la traite des êtres humains 2023-2027

# Territoires et activité

Dates création & nbre de places	Gestion AdN														Gestion hors AdN	
	13	31	34	BZH	38	69	73	75	77	78	92	93	95	Total	75/Coallia	93
Prév° sensib	X	X	X	X	X	X		X				X				
Formation	Organisme de formation national certifié QUALIOPi															
Aller-vers	X	X	X	X	X	X		X				X				
Accueil de jour	X				X	X						X				
Accompt mineur.es	X	2023	X	2023		2023		X	2023			X	2023	9		
Accompt majeur.es	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X			
AAVA						18					20			38		
CHRS sans hébt = ASH	170	370	18			60		86			16	14		734		
CHRS avec hébt	13		10			24		62			25	165		299		
CPH															25	
HUDA	6													6	50	
CHU FVV	3		42									41		86		
CHU	8		5									21		34	30	
Pensions de famille & résidences sociales												74		74		45
IML			2											12		
IML bail glissant FVV			6									10		16		
Appartements relais			14											14		
	TOTAL nombre de places en hébergement et logement accompagné													541	105	45
														hébergement	425	
														logement acc	116	



# Activité 2023

## Prévention, sensibilisation, formation

- 301 actions de prévention, 4 010 bénéficiaires
- 6 stages de sensibilisation à l'achat d'acte sexuel (pénalisation des clients), 55 stagiaires à Lyon et Marseille
- 166 actions de sensibilisation, 2 627 bénéficiaires
- 60 stages de formation, 945 personnes formées
  - **3 572 professionnel.les sensibilisés ou formés**

## Diagnostiques territoriaux

Depuis 2016, l'Amicale du Nid est régulièrement sollicitée notamment par les Directions régionales et Délégations départementales aux droits des femmes et à l'égalité pour conduire des diagnostics de la prostitution dans des départements.

### **5 diagnostics territoriaux en 2023 :**

- 3 diagnostics mineur.es-majeur.es : Mayotte, Vendée, Mayenne
- 2 diagnostics mineur.es : Yvelines et Hauts-de-Seine

## Aller-vers – « où sont les personnes, là où elles en sont »

- **3 249 personnes rencontrées en aller-vers dans l'espace public** (rues, routes, forêts et bois...)
  - 74% de femmes, 25% de personnes trans, 1% d'hommes
  - 50% évaluées comme victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle
  - 9% âgées de 18 à 25 ans et mineur.es
  - 30% originaires d'Amérique latine
  - 21% originaires d'Afrique subsaharienne
- **12 283 personnes contactées en aller-vers numérique, 13% de réponse**
  - 1 100 maraudes
  - 86% de femmes trans, 9% de personnes trans, 5% d'hommes
  - 59% se présentent comme âgées de 18-25% (aucune personne en situation de prostitution mineure ne se présente comme telle)

## « Missions Mineur.es »

Sur 9 départements : 13, 31, 34, 35, 69, 75, 77, 93, 95

- **366 mineur.es** et très jeunes majeur.es en situation de d'exploitation sexuelle rencontré.es et accompagné.es
  - 229 rencontré.es en individuel ou en collectif :
    - 70% de filles
    - 27% de garçons
    - 1% de « fluid gender »
  - 137 accompagné.es :
    - 96% de filles
    - 1% de garçons
    - 3% de « fluid gender »
- 18 parents rencontrés et accompagnés
- Etayage auprès de professionnel.les confronté.es à cette question au sein de leur public (protection de l'enfance, PJJ...)

## Accueil

**4 798 personnes accueillies**, dont 31% d'enfants

- 90% de femmes
- 7% d'hommes
- 3% de personnes trans

40 159 passages soit **8 passages en moyenne par personne en 2023**

### **FOCUS sur les accueils de jour de Marseille, Lyon, La Courneuve et Saint Denis**

- 2 905 personnes accueillies, dont 32% de nouvelles personnes
- 32 649 passages
- 1 085 entretiens d'évaluation
- 474 entretiens de soutien parental
- 20 519 collations délivrées
- 3 175 repas délivrés
- 289 colis alimentaires remis
- 163 douches
- 284 machines à laver

## Accompagnement social global

Cet accompagnement intègre toutes les dimensions du **processus d'émancipation du système prostitutionnel**.

**1 304 personnes accompagnées de manière individuelle et personnalisée**

- Dont 35% de nouvelles personnes
- 89% de femmes, 7% d'hommes, 2% de personnes trans
- 40% victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.

Hors personnes accompagnées en Missions Mineur.es, hébergement, logement accompagné et en AAVA

Mais aussi **385 ateliers et activités collectives, 2 212 personnes bénéficiaires** dont 27% d'enfants : cours de français langue étrangère (FLE), estime de soi, santé, sport, expression artistique, cuisine, loisirs...

## Insertion socio-professionnelle

Notamment deux ateliers d'adaptation à la vie active (AAVA) dans le Rhône et les Hauts-de-Seine, comptant au total 38 places.

- 82 stagiaires
- 56% de nouveaux.elles stagiaires
- 48% victimes de traite de êtres humains à des fin d'exploitation sexuelle
- 91% de femmes, 7% d'hommes et 2% de personnes trans

## Hébergement et le logement accompagné

- **425 places d'hébergement** :
  - 299 places d'hébergement dans le cadre de 7 CHRS,
  - 120 place en hébergement d'urgence, dont 86 dédiées aux femmes victimes de violences conjugales
  - 6 places en hébergement d'urgence pour demandeur.ses d'asile (HUDA)
- **116 places en logements accompagnés** (pension de famille et résidence sociale, appartements relais, IML, baux glissants)

Soit **541 places d'hébergement et logement accompagné**

**563 personnes hébergées** (CHRS, CHU, HUDA)

- 90% de femmes, 8% d'hommes et 2% de personnes trans
- 41% d'enfants

**222 personnes en logements accompagnés**

- 68% de femmes, 32% d'hommes
- 23% d'enfants

# Les parcours de sortie de la prostitution

L'entrée dans le parcours de sortie de la prostitution fait l'objet d'une autorisation délivrée par le Préfet.

Ce parcours est élaboré et mis en œuvre avec l'accord du bénéficiaire par une association agréée – 121 associations sont agréées en France.

L'Amicale du Nid est agréée sur les 16 départements où elle est implantée.

Il est prévu pour une durée de six mois renouvelable, dans la limite de 24 mois.

Les personnes engagées dans celui-ci peuvent bénéficier :

- D'un **accompagnement individualisé** vers la sortie de la prostitution et l'insertion sociale et professionnelle par une association agréée ;
- D'un **logement** ;
- D'une **autorisation provisoire de séjour (APS)** d'une durée initiale de 6 mois ;
- Du versement de l'**aide financière à l'insertion sociale (AFIS)** d'un montant de 343,20€ par mois pour une personne seule. Ce montant varie en fonction des enfants à charge.



## Données ministérielles relatives aux PSP

**Depuis 2017, 1747 personnes ont bénéficié ou bénéficient toujours d'un PSP**

- 845 personnes étaient en cours de PSP au 31/12/2023 (97% de femmes)
- Au 31/12/2023, 35 départements n(avaient aucun PSP en cours, 65 avaient moins de 5 PSP en cours.
- Les départements qui totalisent le plus de PSP en cours sont le Rhône, la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône, l'Isère et Paris, avec entre 48 et 129 PSP en cours. A noter que l'Amicale du Nid est agréée dans ces cinq départements, et est la seule association agréée en Seine-Saint-Denis.

En 2023, près de 510 demandes d'entrée en PSP ont été enregistrées, 89% ont été acceptées.

[La prostitution en France](#) - Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF) - Lettre de l'observatoire national des violences faites aux femmes n°20, 2 mai 2024

Depuis 2017	2017-2023	En 2023
Nombre de de demandes de PSP présentées	580	128
Nombre de parcours accordés par les préfet.es	512	122

**275 personnes accompagnées en cours de parcours en 2023, soit 1/3 des personnes en parcours en 2023 en France**

Par année	Nombre de demandes	Nombre d'accords	Taux d'accord
2017	12	12	100 %
2018	71	60	85 %
2019	88	72	82 %
2020	72	53	74 %
2021	65	59	91 %
2022	144	134	93 %
<b>2023</b>	<b>128</b>	<b>122</b>	<b>95 %</b>
<b>2017-2023</b>	<b>580</b>	<b>512</b>	<b>88 %</b>

Par département	2017-2022		2023	
	Nombre de demandes	Taux d'accord	Nombre de demandes	Taux d'accord
13 – Bouches du Rhône	38	89 %	12	100 %
31 – Haute Garonne	37	95 %	8	88 %
34 – Hérault	33	91 %	10	90 %
38- Isère	46	78 %	5	100 %
69 – Rhône	56	80 %	22	100 %
73 – Savoie	2	2 %	1	100 %
75 – Paris	105	100 %	24	96 %
78 – Yvelines	11	73 %	5	100 %
92 – Hauts de Seine	25	52 %	8	88 %
93 – Seine St Denis	79	87 %	16	88 %
95 – Val d'Oise	14	50 %	3	100 %
Bretagne	8	100 %	14	79 %

## Qui sont les 580 personnes demandeuses de PSP accompagnées par l'Amicale du Nid

- Plus de la moitié sont victimes de traite des êtres humaines à des fins d'exploitation sexuelle (56%)
- Un grand nombre de personnes en situation de prostitution depuis de longues années : 5% depuis plus de 20 ans, 1/5 depuis 10 ans et plus, 2/3 depuis entre 3 et 3 ans.
- 95% sont des femmes, 5% sont enceintes
- 16% ont 18-25 ans et la moitié a entre 26 et 35 ans
- La moitié a un ou des enfants (52%), ce qui est peu compte tenu de la part de femmes
- L'extrême majorité sont à droits incomplets, puisque les Européen.nes, qui disposent de droits plus favorables avec notamment le bénéficiaire à minima du RSA, sont très marginalement demandeuses de PSP
- 83% sont originaires d'Afrique subsaharienne, dont 56% nigérianes
- L'extrême majorité ont subi de lourdes et fréquentes violences antérieurement à la situation de prostitution, facteurs de fragilités Un état de santé très dégradé, plusieurs problématiques pouvant se cumuler
- 1/5 ont été exploitées sexuellement à 18 ans et moins
- Plus de la moitié ont été « mises » en situation de prostitution lors de leur parcours migratoire (52%) et 1/5 étaient déjà en situation de prostitution dans leur pays d'origine (19%)
- Plus des 2/3 n'étaient plus en situation de prostitution au moment de leur demande de parcours de sortie (83%)

# Parcours de sortie de la prostitution : un levier d'insertion

Avant PSP		Après PSP	
<b>Situation administrative</b>			
Sans droit au séjour	96%	Refus de titre de séjour	4 %
		Un titre de séjour	45 %
		En attente de titre de séjour	49 %
		Protection internationale	2 %
<b>Hébergement/logement</b>			
<b>Une situation qui s'améliore, même si elle reste précaire, au regard de l'offre de logement autonome</b>			
Sans hébergement stable		29 %	
En hébergement dans une structure du secteur médico-social		52 %	78 %
En logement accompagné			8 %
En logement communautaire		14 %	2 %
En logement autonome		4 %	12 %
<b>Insertion socio-professionnelle</b>			
Sans ressources ou ressources issues de la prostitution		81%	En emploi 89%
<b>Maîtrise de la langue française</b>			
Aucune ou faible	36 %		
Moyenne	26 %		29 %
Bonne	37 %		71 %

# Ressources humaines

## **L'Amicale du Nid, c'est 287 salarié.es au 31/12/2023**

241 ETP en moyenne durant l'année, soit + 11% en un an

## **Qui sont les professionnel.les de l'Amicale du Nid**

- 83% de femmes
- 21% ont moins de 30 ans et 34% plus de 40 ans
- 85% sont en CDI
- Différentes fonctions :
  - 64% socio-éducatives
  - 16% administratives
  - 10% de cadres de direction
  - 9% de services généraux

# Publications

Déjà parus



En 2024 + Addictions



Diffusé en interne exclusivement

TIQUE PROFESSIONNELLE

# Perspectives



# Perspectives 2024

## Politique publique

### AVENIR POLITIQUE DE LA FRANCE = GOUVERNEMENT

- Après plus d'une année d'attente, la présentation le 2 mai de la **première stratégie nationale de lutte contre le système prostitutionnel et l'exploitation sexuelle**, avec notamment la réaffirmation que l'Etat français est abolitionniste.
- Attendue par l'Amicale du Nid qui s'est beaucoup impliquée dans les travaux ministériels, cette stratégie doit réimpulser l'application pleine et entière de la loi, de la prévention à la poursuite des acheteurs d'actes sexuels comme des proxénètes et réseaux d'exploitation.
- Dans ce contexte de réaffirmation abolitionniste de la France, est attendue en 2024 la **décision de la Cour européenne des droits de l'homme** qui a jugé en août 2023 recevables les requêtes contre la loi du 13 avril 2016 qui vise à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, avec notamment la pénalisation des acheteurs d'actes sexuels, premier maillon du système prostitutionnel.
- Concernant notre dispositif de centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) : la **réforme de sa tarification** qui sera déployée en 2025 et la poursuite des démarches de contractualisation pluriannuelle.
- Attendue depuis des années, avec des négociations qui avancent et reculent : une **convention collective nationale unique élargie (CCNUE)**, pour une revalorisation des salaires des professionnel.les des champs sanitaires, sociaux et médico-sociaux à but non lucratif, sans « braderie du social ».

## 2024, les jeux olympiques et paralympiques de Paris

Comme lors de tout grand rassemblement sportif, les associations craignent un renforcement de l'offre prostitutionnelle, ou du moins de la demande des acheteurs d'actes sexuels.

- Plus de huit ans après la loi, l'Etat lancera enfin sa première campagne nationale rappelant l'interdit de l'achat d'actes sexuels, à l'occasion des jeux, et au-delà.
- Une campagne nationale du Collectif contre la traite sensibilisera les acteurs à l'interdiction de toutes les formes de traite. Pour mémoire, parmi les victimes de traite accompagnées par les associations en 2022, 76 % étaient victimes d'exploitation sexuelle. Les victimes sont majoritairement des femmes (82 %) et des personnes majeures (84 %), même si la part des victimes mineures est en hausse en 2022 (+5 points par rapport à 2021).
- Une chargée de mission dédiée en Seine-Saint-Denis sensibilisera les acteurs

## Une vie associative en mouvement

- Des Rencontres associatives en octobre 2024 pour poursuivre l'unité associative entre toutes ses parties prenantes : bénévoles de gouvernance et d'action, personnes accompagnées, salarié.es.
- Le lancement des travaux d'élaboration du Projet associatif et de ses axes stratégiques, en y associant toutes les parties prenantes, qui seront validés en AG de juin 2025

## En matière d'activité

- La deuxième **certification QUALIOP1 de l'organisme de formation** obtenue sans remarque en mai 2024.
- La **démarche qualité des CHRS**, avec appel d'offre pour un évaluateur unique, dans le cadre d'une démarche qualité nationale unitaire.
- La poursuite des publications des **guides Repère** :
  - Aller-vers, rédigé par Claire-Alix PERKINS
  - Prostitution et addictions, rédigé par Natacha GIAFFERI DOMBRE
- Une coordination nationale des **missions mineures**, avec un projet de guide Repères de pratiques professionnelles et la finalisation de l'outil d'accompagnement produit par les missions mineur.es de Seine-Saint-Denis et Seine-et Marne
- Lancement de nouveaux projets : **parentalité**, accès au **titre de séjour...** réponse AAP de coordination des hébergements pour mineur.es?
- Réponses aux appels à projet mineur.es en situation de prostitution

## Ressources humaines

- Chantier Qualité de Vie au Travail (QVT) et réduction des risques santé au travail (RPS)
- Chantier Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC) mené par un bénévole de compétence : Luc RAFFLIN